

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

Services publics : Face à la colère, le gouvernement a 48h pour revoir sa copie

Partout en France, **plus de 300 000 agentes et agents de la Fonction publique** (hospitalière, d'Etat et territoriale), **avec les pompiers, ont manifesté** aujourd'hui, **rejoints par de nombreux lycéen·nes, des salarié·es du privé mobilisés sur les salaires et l'emploi, des retraité·es, des privé·es d'emploi.**

Plus de 180 rassemblements ont eu lieu partout en France, rassemblant plus de 300 000 manifestantes et manifestants. Ce niveau de mobilisation est en nette hausse par rapport à la journée du 5 décembre 2024, dernière grande grève unitaire dans la Fonction publique.

Notre pays tient grâce à ses agent·es publics et au travail de celles et ceux qui produisent les richesses. Ce sont elles et eux qui étaient au front lors de cet été catastrophique, résultat d'années d'austérité pour les services publics : **45 000 lits d'hôpitaux fermés, 1000 camions de pompiers en moins depuis 20 ans... Les services publics sont à l'os.** La France est l'un des pays de l'OCDE qui paye le plus mal ses fonctionnaires. Il faut tirer les leçons des catastrophes de cet été et augmenter les moyens de nos services publics !

La colère gronde face à des salaires et pensions qui ne suivent plus, aux prix des carburants, des loyers, des courses qui augmentent sans cesse. Il n'est pas acceptable que des salarié·es soient obligés de payer pour aller travailler !

Comment répond le gouvernement ? Par un budget d'austérité de 54 milliards d'euros qui continue d'attaquer les services publics et prolonge une fois de plus le gel du point d'indice.

Pendant ce temps le gouvernement laisse les pétroliers se gaver sur leurs profits de guerre, et les dividendes explosent. Pire, face à la colère des lycéens mobilisés pour dénoncer leurs conditions d'étude, le manque de personnels, les classes surchargées, le gouvernement leur envoie les forces de l'ordre. **La CGT dénonce cette répression féroce contre notre jeunesse, exprime sa pleine solidarité avec les lycéennes et lycéens mobilisés** et appelle ses syndicats à organiser la protection de ce mouvement.

La CGT le répète : le gouvernement prévoit d'annoncer son projet de budget le 1er octobre et a donc 48h pour revoir en profondeur sa proposition. Il faut augmenter le salaire des fonctionnaires, dégager des moyens pour nos services publics et cesser de faire les poches des travailleurs et des travailleuses, des retraité·es, des malades, des locataires, et des familles.

La colère monte, les fronts se multiplient et d'ores et déjà de prochains rendez-vous sont prévus : le 5 octobre manifestations féministes contre les violences sexistes et sexuelles, le 6 octobre grève des salarié·es de l'énergie, le 8 octobre grève des salarié·es de Total, le 14 octobre action des retraité·es contre le gel des pensions. Gouvernement et patronat doivent sortir du déni et faire enfin passer à la caisse les milliardaires et les multinationales !

A Montreuil le 29 septembre 2026